

# LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)

REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES

(The Trades Publishing Co.)

25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL

TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT	MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50	PAR AN.
	CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00	
	UNION POSTALE - Frs 20.00	

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arriérés ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de : "LE PRIX COURANT."

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements. Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

## LA SITUATION DES AFFAIRES.

Il y a évidemment un grand malaise chez nos voisins. Ce malaise est-il simplement de surface et par conséquent éphémère ou bien a-t-il des racines profondes qui font présager une crise?

Cette question nous intéresse à un degré dont on ne peut nier l'importance. Quand un incendie se déclare chez le voisin, il est temps de prendre des mesures pour que le feu ne vienne pas attaquer sa propre maison.

Comme les Etats-Unis, le Canada a, depuis quelque dix ans, traversé une ère de prospérité qu'on pourrait sans exagération déclarer phénoménale. Nous avons eu des récoltes abondantes; nos manufactures multipliées, agrandies, ont difficilement produit suffisamment pour répondre à la demande; le défrichement de terres jusqu'alors vierges, la construction de nouvelles lignes de chemins de fer ont donné du travail à tous les bras que n'employaient pas l'industrie et aux centaines de milliers d'émigrants que chaque année l'Europe nous envoie; notre commerce a pour ainsi dire décuplé; tous les produits se sont vendus à des prix jusqu'alors inusités et, par les profits accumulés, de nouveaux capitaux se sont formés.

Voilà évidemment une situation brillante, mais elle n'a rien d'exagéré et elle devrait persister.

La situation de nos voisins pendant le même espace de temps n'a pas été moins belle, si même elle ne l'a été davantage à certains égards. Mais voilà que, tout-à-coup, il naît des prophètes qui s'en vont prêchant que tout cela est trop beau et ne peut durer longtemps. Au milieu de leurs prophéties ou plutôt de leurs prédictions plus ou moins pessimistes on peut distinguer quelques conseils à méditer. Ces conseils portent surtout sur des fautes à éviter et nous les avons peut-être commises au Canada comme l'ont fait nos voisins.

Prêcher l'économie et la prudence est toujours de bonne prédication.

Nous ne sommes peut-être pas assez prudents. Souvent nous nous engageons trop avant dans nos entreprises; nous escomptons trop l'avenir. C'est, en affaires, un sentiment bien naturel que de vouloir progresser, mais en toutes choses il faut savoir borner ses appétits à ses moyens, à ses ressources.

Le commerçant et l'industriel Canadien sont très entreprenants, comme le sont également leurs confrères des Etats-Unis, et on peut leur reprocher, comme on l'a fait à ces derniers, d'aller un peu trop vite pour leurs ressources. Le fait est que la question d'argent est une question ouverte ici comme chez nos voisins. Il n'y a pas dans le pays assez de capitaux pour faire face à la demande sans cesse croissante pour la satisfaction des besoins qui, cependant, dans des pays moins nouveaux, seraient absolument légitimes. Il ne faut pas perdre de vue que, chez nous, nous avons travaillé jusqu'à présent surtout avec des capitaux étrangers dont nous devons servir le loyer au dehors et que, par conséquent, nous devons user d'une grande économie si nous voulons produire des capitaux qui nous soient propres.

Economies, nous ne le sommes guère; nous dépensons trop sans compter. C'est dans les années prospères que nous devons amasser pour nos besoins des mauvais jours qui viendront sûrement. Par notre économie nous pouvons retarder l'arrivée de ces mauvais jours, comme par notre prudence nous pouvons empêcher les crises graves qu'amènent la surproduction dans l'industrie, les mauvaises récoltes, etc.

Mais jusqu'à présent rien ne permet de prévoir une crise prochaine ou même éloignée, surtout si nous pratiquons la prudence et l'économie.

On fait beaucoup de bruit chez nos voisins des paroles de pessimisme tombées des lèvres de quelques gros financiers, de milliardaires. Le danger existe plu-

tôt dans la publicité qu'on donne à leurs paroles qui sont plutôt des menaces. Le gouvernement américain, en poursuivant les trusts pour leurs méfaits, frappe au cœur ces magnats qui cherchent à se venger. Ils ne se refuseraient pas à provoquer au besoin une crise qui, dans leur esprit, devrait renverser le gouvernement qui s'acharne à mettre fin à des abus qui ont trop longtemps duré.

Pour nous, tant que nous aurons de bonnes récoltes; que nos produits de l'industrie laitière se vendront bien; que nos manufacturiers ne produiront pas au-delà des besoins; que nos commerçants resteront prudents dans leurs achats; que les travaux de grande entreprise et ceux du bâtiment ne chômeront pas, nous n'aurons pas à redouter de crise économique.

## TOUJOURS LES GREVES

Les grèves se succèdent presque sans interruption; elles éclatent tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Cela devient une manie. Les dernières sont celles des télégraphistes et des ouvriers d'une manufacture de coton.

Ces derniers ont quitté l'ouvrage d'une façon un peu cavalière, si nous en croyons les bruits qui circulent. Ils demandent une augmentation de salaire de 10 p. c. et, en attendant que leurs représentants s'entendent avec les patrons, ils prennent sans crier gare des vacances. Pour un euphémisme, c'en est un bien trouvé.

Que des manufacturiers se permettent de fermer leurs usines sans crier gare et qu'ils déclarent ensuite qu'ils les rouvriront à la seule condition que leurs ouvriers acceptent une réduction de salaires de 10 p. c., on en entendrait et on en verrait sans doute de belles.

Mais il est entendu que les ouvriers ont des droits que n'ont pas ceux qu'ils emploient. Le patron doit donner du travail à ses ouvriers à un prix que le patron a le devoir d'accepter sans avoir le droit de discuter. Le patron n'a mo-